



UNE PAGE D'HISTOIRE DE L'ÉGLISE

LE PORTUGAL APRÈS FATIMA : UNE TRIPLE ET MIRACULEUSE RÉSURRECTION

Invité au VII^e Colloque marial de Lyon (3 décembre 2016), pour le centenaire des apparitions de Notre-Dame à Fatima, l'abbé Fabrice Delestre rappela la triple et miraculeuse résurrection du Portugal après les apparitions de la Reine du Ciel.

En mai 1917, tout semblait perdu pour le Portugal, à tous les points de vue.¹ C'était sans compter avec la Providence du Bon Dieu qui, le 13 du même mois, envoya sa très Sainte Mère en plein cœur du pays, pour lui donner les moyens du salut !

Un miracle de conversion : résurrection morale et religieuse

Le premier effet des apparitions de Fatima, et du grand miracle du soleil qui se produisit le 13 octobre 1917 devant au moins 70'000 personnes, fut une pluie de conversions individuelles et de retours à Dieu d'âmes et de familles entières. Seul le Bon Dieu sait le nombre de ces conversions, mais il est sûr qu'elles touchèrent la majeure partie du peuple portugais, à tel point que le cardinal Cerejeira pouvait déclarer à un journaliste fran-

(1) Cf. *Le Portugal à l'aube de l'année 1917*, paru dans *Le Rocher* n° 108.

çais, en 1942 : « *C'est à peine si, dans tout le pays, vous parviendriez à réunir une poignée d'ennemis de la religion.* »²

Cette conversion de masse entraîna une immense et impressionnante floraison de vocations sacerdotales et religieuses dans tout le Portugal, à partir de la décennie 1920. Voici quelques chiffres éloquentes :

- Dans le diocèse de Portalègre (Haut Alentejo, centre-est du pays) : 18 séminaristes en 1917, 120 en 1929, 201 en 1933.
- Dans le petit diocèse de Leiria où se trouve Fatima : séminaire fermé en 1920, 75 séminaristes en 1933 !
- Forte hausse du nombre de prêtres : de 1933 à 1964, les prêtres passent : de 2'618 à 3'188 dans la

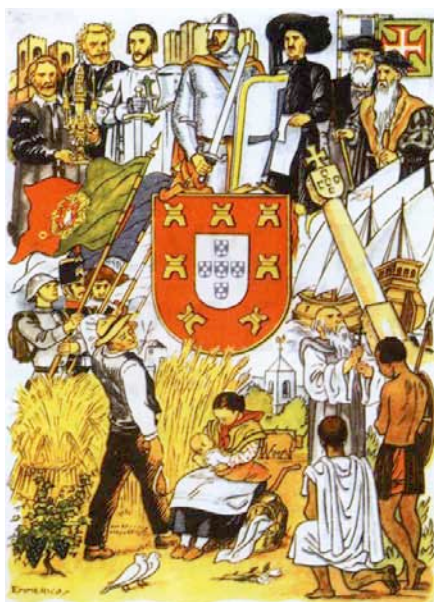
(2) Cité par Frère François de Marie des Anges : *Fatima, joie intime, événement mondial*, CRC, Saint-Parres-lès-Vaudes, 2^e édition, 1993, page 190.

province de Braga (nord du pays) ; de 950 à 1'603 dans la province de Lisbonne ; de 180 à 277 dans la province d'Evora (sud du pays, région la moins peuplée et la plus déchristianisée).

- Les religieux, interdits légalement jusqu'en 1926, sont déjà 370 en 1934, et atteignent 1'321 profès en 1941, selon l'annuaire catholique. Le nombre de religieuses explose, atteignant 3'815 professes en 1941.³

Du fait de cette conversion du pays, les relations entre l'Église et l'État changèrent du tout au tout et devinrent même excellentes. Salazar, en ne revenant pas sur la séparation de l'Église et de l'État pour des raisons conjoncturelles et de prudence politique, négocia un nouveau concordat avec le Saint-Siège, qui fut signé le 7 mai 1940. Ce concordat garantissait l'indépendance à l'Église catholique et une liberté totale pour son apostolat qu'il facilitait même sur certains points : ainsi l'enseignement de la religion et de la morale catholiques, par des personnes approuvées par l'autorité ecclésiastique, était permis dans toutes les écoles, sauf aux enfants dont les parents en demandaient la dispense. De plus, l'État portugais

(3) Tous ces chiffres sont donnés par Frère Michel de la Sainte Trinité : *Toute la vérité sur Fatima*, tome II : *Le secret et l'Église*, pages 256-257.



reconnaissait les effets civils aux mariages célébrés suivant les lois canoniques, et le divorce était interdit pour ces mariages-là. Cette clause renforça bien sûr la stabilité de la famille, cellule de base de la société. Sous le gouvernement de Salazar, on nota une forte hausse des mariages canoniques : ils passèrent de 70,3% des mariages en 1930 à 90,8% en 1960 !⁴

Ce concordat était complété par un « Accord Missionnaire » qui concernait les territoires de l'immense Empire portugais. Dans ce texte magnifique, tout était en faveur du développement maximum des missions catholiques : subventions aux missions, concessions de terrains,
(4) *Loc. cit.*, page 266.

prise en charge des frais de voyage du personnel missionnaire, etc... Cet accord fit fleurir les missions dans tout l'Empire : par exemple, en Angola, il y avait 24 missions en 1910, 93 en 1950 et plus de 200 en 1960 ! Le tiers de la population était alors convertie au catholicisme.⁵

Résurrection politique : la restauration de l'État

La transformation morale et religieuse du peuple portugais rendit possible, le 28 mai 1926, à partir de Braga et du nord du pays, le coup d'État sauveur de l'armée qui s'effectua sans aucune effusion de sang, toute la population se ralliant à elle en trois jours, au fur et à mesure de sa marche sur Lisbonne.

Les catholiques attribuèrent ce premier miracle à une protection spéciale de la Vierge du Sameiro, puisqu'à Braga, la « petite Rome portugaise », le soulèvement commença à la minute même où une immense procession en l'honneur de Notre-Dame, rassemblant 200'000 fidèles, commençait à s'ébranler vers le Sameiro, le grand sanctuaire en l'honneur de l'Immaculée Conception qui surplombe la ville, dans le cadre d'un Congrès marial triomphal auquel assistait tout l'épiscopat du pays.

(5) Chiffres donnés par Frère François de Marie des Anges, *op. cit.*, tome IV : Jean-Paul I^{er}, *le Pape du secret*, p. 189.

Ce coup d'État pacifique permit la restauration de l'État portugais et de l'autorité de l'État, surtout grâce à une nouvelle constitution promulguée en 1933.

C'est dans un esprit alliant un sage nationalisme, un profond réalisme et le souci de favoriser l'unité de toute la Nation que Salazar rédigea cette nouvelle constitution qui est à la base de ce que l'on a appelé l'État Nouveau. Cette Constitution contre-révolutionnaire, anti-parlementaire et corporative, fut présentée aux électeurs portugais⁶ le 19 mars 1933, et fut adoptée à la quasi-unanimité des votants : sur 1'214'159 inscrits, il y eut 719'364 oui (59,25% des inscrits) et seulement 5'955 non (0,49%). Les abstentions furent assez nombreuses, mais les opposants résolus à cette constitution n'étaient qu'une poignée. Cette constitution entra immédiatement en vigueur et Salazar, qui avait été nommé président du Ministère en 1932, prit le titre de président du Conseil le 5 juillet 1933 ; il le resta jusqu'en septembre 1968 !

La Constitution définissait les trois pouvoirs.

Le pouvoir exécutif appartenait au chef de l'État et au gouvernement. Le chef de l'État était le président

(6) Hommes et femmes majeurs sachant lire et écrire et payant une certaine somme d'impôts.

de la République, élu pour sept ans au suffrage direct par les électeurs. Il devait désigner le président du Conseil et, sur proposition de ce dernier, les ministres du gouvernement ; il pouvait aussi les révoquer. Il dirigeait la politique extérieure et négociait les traités de paix ou d'alliance. Il promulguait les lois et décrets qui devaient cependant, sous peine de nullité, être contresignés par le président du Conseil et le ou les ministres compétents ; cette clause mettait obstacle au pouvoir personnel. Le président du Conseil n'était responsable de la politique générale du gouvernement que devant le chef de l'État, et non devant l'Assemblée nationale.

Le pouvoir législatif était exercé par deux chambres :

1° L'Assemblée nationale qui comprenait 120 députés élus au suffrage direct pour 4 ans. Le rôle de cette Assemblée était surtout d'édicter, interpréter ou abroger les lois, d'autoriser impôts et emprunts, d'approuver les traités internationaux. Le gouvernement n'était pas responsable devant elle. La constitution interdisait les partis politiques organisés car fauteurs de division de la Nation. Aussi les élections consistaient-elles à élire des listes de candidats présentés par l'Union Nationale,



*António de
Oliveira Salazar
(1889-1970)*

organisation fondée en 1933 et destinée à rassembler tous les Portugais disposés à laisser de côté leurs divergences politiques d'origine pour appuyer l'action réformatrice de Salazar et travailler ainsi à la grandeur de leur Nation. Il arrivait que, contre ces listes, se présentent des listes d'opposants.

2° La chambre corporative était composée de représentants des autorités locales et des intérêts sociaux, ces derniers considérés dans les branches d'ordre administratif, moral, intellectuel et économique. Le nombre de ses membres, appelés "procureurs", pouvait varier. Ils étaient désignés en partie par les syndicats industriels et agricoles, les

chambres de commerce, les Universités, etc..., et en partie par le chef de l'État. Cette chambre était le véritable conseiller technique du gouvernement ; ses séances n'étaient pas publiques.

Enfin, la constitution définissait les tribunaux de première et seconde instance qui exerçaient **le pouvoir judiciaire**.

Louis Mégevand fait bien ressortir les points fondamentaux de cette Constitution :

« L'humain et le social conditionnent les exigences de l'État. La politique se trouve subordonnée à des valeurs supérieures. Elle demeure liée à la morale : dans l'article 4, l'État portugais reconnaît comme limites à sa souveraineté la morale et le droit.

L'individu a été considéré, non pas comme un être isolé, mais en tant que membre-né de la société, partie intégrante de ces premières cellules sociales que sont la famille et les autres groupes naturels. L'article 12 précise : "L'État assure la constitution et la défense de la famille, en tant que source de conservation et de développement de la race, comme base première de l'éducation, de la discipline, de l'harmonie sociale, et comme fondement de l'ordre politique".

La constitution s'efforce de concilier deux choses si difficilement conciliables : la liberté (...) et l'autorité indispen-

sable au maintien de l'ordre dans un pays...

*Elle garantit enfin la liberté et l'inviolabilité des croyances et pratiques religieuses. »*⁷

Résurrection financière et économique

Lorsque les généraux arrivèrent au pouvoir en mai 1926, ils trouvèrent les finances dans un état catastrophique. Ils pensèrent donc au docteur Salazar comme ministre des finances, et l'envoyèrent chercher le 4 juin 1926. Salazar était alors à Vimieiro au chevet de sa mère malade (elle mourra le 17 novembre 1926). Il se rendit à Lisbonne et demanda quelques jours pour examiner la situation.

Au bout de deux semaines, il formula ses conditions d'acceptation du Ministère des Finances : il aura le droit de fixer le budget maximum de chaque ministère, le droit de veto sur toute augmentation des dépenses, le droit d'examiner au préalable toutes les initiatives ayant des répercussions sur le budget, enfin le droit de collaborer avec les autres ministres pour établir les lois et décrets relatifs à la réduction des dépenses et à la répartition des recettes. Le gouvernement stupéfait jugea ces conditions exorbitantes et ne les lui accorda pas, si bien

(7) Louis Mégevand, *Le vrai Salazar*, Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1958, pages 89 à 91.

que Salazar partit pour Coïmbra le soir même ! Et la situation financière du Portugal continua de s'aggraver.

Le 25 mars 1928, le général Oscar Carmona fut élu chef de l'État par les suffrages populaires. Fort désormais d'une incontestable légitimité pour faire accepter les décisions difficiles, il ne tarda pas à acquiescer à la proposition du Président du Conseil, le général Vicente de Freitas, de rappeler le Docteur Salazar pour le Ministère des Finances, en souscrivant par avance à ses conditions.

Dès son installation, Salazar, très lucide sur l'immense travail à effectuer, se mit résolument à l'œuvre, avec pour premier but de rééquilibrer en un an (à la grande surprise du président Carmona) le budget qui était dans une situation calamiteuse : depuis une vingtaine d'années, il était déficitaire et l'exercice 1927-1928 se soldait par un déficit de 338 millions d'escudos. La dette publique, de 692 millions d'escudos en 1910, atteignait la somme énorme de 7 milliards 449 millions ! Bref, le pays était au bord de la faillite, et il ne pouvait en être sauvé que par des mesures héroïques et une volonté de fer s'attaquant sans pitié au désordre. C'est ce que fit Salazar qui parla peu mais agit beaucoup ; et il atteignit son but : dès la fin de 1928, le budget présentait un solde positif, et celui de 1928-1929 fut excédentaire de plusieurs



Oscar Carmona (1869-1951)

millions d'escudos. Depuis lors, tous les budgets du Portugal, sous le gouvernement de Salazar, furent excédentaires, l'escudo devint l'une des devises les plus solides et les plus recherchées, et la réserve d'or, presque épuisée en 1928, représentait plus de la moitié du montant des billets en circulation en 1958.

Cependant, cette restauration des finances de l'État, qui nécessita la levée de lourds impôts, au moins dans un premier temps, ne fut rendue possible que par les événements surnaturels de Fatima. Comme l'écrit F. Carret Petit, « *si, sans violence, Salazar put accéder au pouvoir, s'y maintenir, faire accepter par la nation sa politique d' "austère sacrifice", c'est que les âmes étaient changées dans leur menta-*

lité, dans leurs sentiments, dans leur conduite. Les événements de Fatima avaient transformé, au point de vue religieux et moral, le peuple portugais, et en raison de cela, la solution des questions politiques, sociales, économiques proposée par le gouvernement fut facilement acceptée par la nation. »⁸

Conclusion

C'est vraiment Notre-Dame du Rosaire qui, en apparaissant en plein cœur du Portugal à Fatima en 1917, a sauvé cette nation de l'abîme où elle était en train de se précipiter. Cette réalité historique est absolument incontestable, à moins de tordre totalement les faits ou d'étudier toute cette histoire avec un esprit rempli de préjugés ou de mauvaise foi. Et Notre-Dame n'a pas seulement sauvé le Portugal, elle l'a aussi protégé continuellement après 1917, ce que les évêques portugais reconnaissent publiquement dans leur lettre pastorale collective du 11 février 1942, publiée en prévision des « noces d'argent » de Fatima :

« Par un vrai miracle d'amour, la Mère de Dieu tient notre patrie préservée et indemne comme un fragile vaisseau miraculeusement sauf, au milieu des tempêtes et des périls apparemment insurmontables. Aujourd'hui encore,

(8) F. Carret-Petit : *Le Lourdes portugais : Notre Dame du Rosaire de Fatima*, en note des pages 142 et 143.

nous venons vous rappeler cette dette de reconnaissance envers notre glorieuse patronne, car la paix dont nous jouissons – vrai miracle qui étonne le monde – nous est un témoignage et un gage de son haut patronage.

Certes, il serait injuste de méconnaître l'action vigilante et patriotique de nos gouvernants... Mais il n'y aurait pas un seul Portugais de bonne foi qui ne reconnaisse dans notre situation privilégiée un reflet de cette lumière que la très sainte Vierge est venue répandre à Fatima... Il suffit de contempler ce qu'il y a d'extraordinaire en tout cela, pour sentir et reconnaître qu'un pouvoir plus haut se lève et qu'un Cœur tendre et miséricordieux veille amoureusement sur le Portugal. »⁹

Quelques mois plus tard, le pape Pie XII lui-même reconnaissait la puissante protection de la Sainte Vierge sur le Portugal, dans son superbe radio-message du 31 octobre 1942 adressé au peuple portugais à l'occasion de la clôture de l'année jubilaire de Fatima :

« Vous avez une grande dette envers la Vierge, Souveraine et Patronne de votre patrie. En une heure tragique de ténèbres et de discordes, la nef portugaise, ayant perdu la route de ses plus glorieuses traditions, égarée par la tourmente anti-chrétienne et

(9) Cité par Frère Michel de la Sainte Trinité, *op. cit.*, tome II : *Le secret et l'Église*, pages 274 et 275.



Le général Oscar Carmona et António de Oliveira Salazar vers 1940

anti-nationale, paraissait courir vers un naufrage certain, inconsciente des périls présents et plus encore des périls futurs... Le ciel miséricordieux prévint ces derniers en intervenant avec bonté. Dans les ténèbres brilla la lumière, du chaos surgit l'ordre, la tempête s'apaisa, et le Portugal put trouver et renouer le fil perdu de ses plus belles traditions de "nation très chrétienne" pour continuer sa route glorieuse de peuple croisé et missionnaire. Honneur aux vaillants qui furent les instruments de la Providence pour une si grande entreprise ; mais d'abord gloire et actions de grâces à la Vierge Mère, Souveraine et Reine de sa "Terre de Sainte Marie" qu'elle a sauvée mille fois, que toujours elle secourut dans les heures tragiques... Une atmosphère de miracle baigne

le Portugal, multipliant les prodiges physiques et de plus nombreux prodiges de grâce et de conversion qui fleurissent dans ce printemps de vie catholique. Aujourd'hui avec plus de raison, Nous devons avouer que la Mère de Dieu vous a comblés de bienfaits vraiment extraordinaires. »¹⁰

Pour finir sur une note de vive espérance et de pleine confiance en la puissance d'intercession de la Reine du Ciel, citons ce qu'écrivait le cardinal Cerejeira en 1942, dans la préface du livre « Jacinta » publié cette année-là :

« Fatima parle non seulement au Portugal, mais au monde entier. Nous croyons que les apparitions de Fatima ouvrent une ère nouvelle : celle du Cœur Immaculé de Marie.

Ce qui s'est passé au Portugal proclame le miracle. Et c'est l'annonce de ce que le Cœur Immaculé de Marie prépare pour le monde. »¹¹

ABBÉ FABRICE DELESTRE

(Deuxième partie d'une conférence à paraître dans les Actes du VII^e Colloque marial à Lyon, 3 décembre 2016, Centenaire des apparitions de Notre Dame à Fatima Colloque marial. Renseignements : Prieuré Saint Irénée / 23, quai Perrache / F-69002 Lyon)

(10) Cité par F. Carret-Petit, *op. cit.*, pages 144 et 145.

(11) Cardinal Cerejeira : *Obras Pastorais [Œuvres Pastorales]*, tome II, page 333.